

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES INSTANCES AUPRÈS DES ÉTATS-UNIS  
RELATIVES À L'ACTIVITÉ TERRORISTE  
CUBAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Lui a-t-on signalé une déclaration faite à Miami par Felipe Rivero, soi-disant coordonnateur du mouvement nationaliste cubain, qui a admis que son organisme était responsable de l'attentat à la bombe à l'ambassade de Cuba à Ottawa, en octobre dernier, et dans une salle de vente aux enchères à Montréal, samedi dernier? Il aurait aussi déclaré que les visiteurs au pavillon cubain à l'Expo s'exposeront à un grave danger. Des instances ont-elles été présentées au gouvernement américain au sujet de cet organisme qui s'est réfugié aux États-Unis et qui se sert de cet asile pour se livrer à une activité terroriste contre un voisin ami?

**L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu la déclaration imputée à quelqu'un de Miami. Bien entendu, je suis au courant de l'incident qui a eu lieu à Montréal le 11 mars, et d'un autre qui s'est produit l'automne dernier. Je puis dire que le gouvernement se préoccupe du récent incident à la bombe qui a eu lieu à Montréal et dont des exilés cubains se sont dits responsables. Une enquête est présentement en cours, et la GRC y participe. En ce qui concerne des menaces futures, le gouvernement est très conscient de ce danger et nous prenons, de concert avec les effectifs policiers, les mesures qui s'imposent afin de prévenir de nouveaux incidents de ce genre.

**M. Douglas:** J'aimerais poser une question complémentaire au premier ministre suppléant. Nous apprécions tous le fait que les États-Unis aient accordé asile à des exilés et à des réfugiés, mais le ministre ne pense-t-il pas qu'on devrait présenter des instances au gouvernement américain pour lui demander de restreindre l'activité de ces groupes qui, comme ils l'ont avoué eux-mêmes, ont l'intention d'entreprendre des opérations terroristes au Canada?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. La question me semble litigieuse.

**M. Douglas:** Je ne voulais pas poser une question litigieuse, monsieur l'Orateur. Si elle vous paraît telle, je la poserai autrement et demanderai au premier ministre suppléant s'il a l'intention de présenter des instances au gouvernement des États-Unis, lui demandant

de restreindre l'activité de cette organisation au Canada.

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, des pourparlers avec les États-Unis sont en cours.

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA RECOMMANDATION DE L'OCDE SUR LES  
SALAIRES ET LES PRIX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. H. A. Olson (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre suppléant si le gouvernement sait que l'Organisation de coopération et de développement économiques, dont le Canada est membre, a publié hier une déclaration dans laquelle elle exhortait le Canada à prendre des mesures afin de contrôler la hausse des salaires et des prix, et s'il songe ou non aux moyens auxquels le Canada pourrait avoir recours?

**L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant):** Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement a pris connaissance de cette nouvelle par l'intermédiaire de son représentant à l'OCDE et cette question fait l'objet d'une étude minutieuse, comme l'a exposé l'autre jour le ministre des Finances.

**M. Olson:** J'ai une question complémentaire. Le premier ministre suppléant ou le ministre des Finances voudrait-il dire si le rapport indiquait comment le Canada pourrait atteindre cet objectif?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Ce n'est pas, à mon avis, une question qu'il convient de poser.

[Français]

## LES CÉRÉALES

LES GRENIERS-ÉLÉVATEURS DE LA  
VILLE DE QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre des Transports.

Le ministre voudrait-il donner l'assurance concrète que l'administration des greniers-élévateurs de la ville de Québec demeurera sous l'autorité du Conseil des ports nationaux et qu'ils en seront la propriété?

[Traduction]

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Non, monsieur l'Orateur, je ne puis le promettre, mais je puis assurer le député que l'élévateur relèvera de la Commission des grains en tant qu'élévateur public.